

### Le cabinet Urso Avocats

**Urso Avocats** est un cabinet d'avocats à taille humaine dont l'objectif est de répondre aux acteurs publics et parapublics de façon adaptée à leurs besoins concrets et compréhensive de leurs enjeux transversaux en proposant des solutions juridiques à forte valeur ajoutée.

Le cabinet est créé en 2022 par **Solenne Daucé**, **Stella Flocco** et **Aloïs Ramel**, rejoints ensuite par **Arthur Gayet** qui se sont tous rencontrés au sein d'un précédent cabinet d'avocats parisien dans lequel ils ont travaillé ensemble pendant plusieurs années dans des secteurs d'activité communs ou complémentaires. Ils ont développé des habitudes de travail et une culture prononcée de l'accompagnement à l'action publique locale.

Forts de leurs expériences et de leur complémentarité, tant professionnelles qu'humaines, Solenne Daucé, Stella Flocco, Aloïs Ramel et Arthur Gayet ont créé et développé un cabinet au service de l'action publique, développant leur expertise dans les domaines de la vie des acteurs publics et parapublics, l'économie publique, la gestion des services publics (environnement, transport, tourisme), l'urbanisme, l'aménagement du territoire et le droit de l'environnement.



**Solenne Daucé** est avocate depuis 20 ans et intervient plus spécifiquement en matière de coopération locale, de finances publiques et d'action publique environnementale et touristique.

**Stella Flocco** est avocate depuis 8 ans et intervient plus spécifiquement en droit institutionnel et de la déontologie des élus, du droit public général et des affaires, ainsi qu'en matière de transports et mobilité.



**Aloïs Ramel** est avocat depuis 18 ans et intervient plus spécifiquement en droit institutionnel, droit administratif général & droit électoral, ainsi qu'en matière de transports et mobilité et en droit des données.

**Arthur Gayet** est avocat depuis 14 ans et intervient plus spécifiquement en droit de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire et de l'environnement.



Ils disposent d'une expertise reconnue dans leurs domaines de compétence.



Le cabinet Urso Avocats est distingué par le guide **Décideurs publics** dans plusieurs catégories :

**Forte notoriété** : Collectivités territoriales & économie mixte ; Régulation des marchés ; Droit de l'eau et de l'assainissement

**Pratique réputée** : Contrats administratifs et contentieux afférents ; Urbanisme et aménagement ; ICPE, sites et sols pollués, friches industrielles ; Droit des déchets

**Pratique de qualité** : Contentieux de l'environnement.

# Sommaire

---

## *Nos formations*

### **Vie des acteurs publics et parapublics**

- Electoral
- Institutionnel
- Associations
- Transparence de la vie publique

### **Economie publique**

- Droit de la donnée
- Finances locales et fiscalité
- Développement économique
- Commande publique et contrats publics

### **Gestion des services publics**

- Mobilités
- Eau et assainissement
- Mutualisation des services publics
- Laïcité dans les services publics

### **Urbanisme, aménagement et environnement**

- Urbanisme
- Aménagement
- Installations classées
- Police administrative / Responsabilité

---

## *Nos modalités de formation*

Des formations en présentiel ou à distance

Des formations interactives

Des formations sur mesure

Un accompagnement et un suivi complet

---



*Vie des acteurs publics et  
parapublics*

<b>Thématique</b>	<b>Electoral</b>
<b>Intitulé</b>	<b>Sécuriser la communication et le financement des campagnes en période préélectorale</b>
<b>Public concerné</b>	Elus, cabinets, services communication, services juridiques, services opérationnels concernés
<b>Objectifs et contenu de la formation</b>	<p>Présentation des règles et des jurisprudences applicables à la communication institutionnelle en période préélectorale, selon la typologie des communications</p> <p>Distinction avec la communication des candidats</p> <p>Exposé des règles de financement des campagnes</p> <p>Connaître et prévenir les risques associés</p> <p>Préconisations opérationnelles et mises en situation</p>
<b>Durée</b>	3 heures

<b>Thématique</b>	<b>Electoral</b>
<b>Intitulé</b>	<b>La préparation des élections municipales et communautaires</b>
<b>Public concerné</b>	Elus, cabinets, services communication, services juridiques
<b>Objectifs et contenu de la formation</b>	<p>Connaître les règles applicables et prévenir les risques relatifs à la communication de la collectivité durant la période préélectorale</p> <p>Connaître les règles de financement des campagnes</p> <p>Connaître les règles applicables à la communication des candidats pour éviter tout risque pour la collectivité</p> <p>Connaître les règles relatives à la confection des listes de candidats et à la propagande officielle</p> <p>Connaître les modifications induites par la réforme du mode de scrutin dans les communes de moins de 1 000 habitants</p> <p>Connaître les règles applicables au déroulement du scrutin et les risques en cas de protestation</p>
<b>Durée</b>	4 heures à une journée

<b>Thématique</b>	<b>Institutionnel</b>
<b>Intitulé</b>	<b>L'installation et le fonctionnement du conseil municipal et des structures de coopération locale</b>
<b>Public concerné</b>	Elus, DGS, services juridiques
<b>Objectifs et contenu de la formation</b>	Après le renouvellement des organes délibérants, maîtriser les règles et obligations : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Désignation du Maire/Président, des adjoints/Vice-présidents, leurs fonctions</li> <li>- Consentement des délégations de compétence et de signature</li> <li>- Application aux indemnités de fonctions</li> <li>- Installations des commissions internes et de désignations dans les organes extérieurs</li> <li>- Déclarations (déclarations de patrimoine &amp; d'intérêt), les règles de déport, etc.</li> </ul>
<b>Durée</b>	4 heures à une journée

<b>Thématique</b>	<b>Institutionnel</b>
<b>Intitulé</b>	<b>Les droits et obligations des élus</b>
<b>Public concerné</b>	Elus, cabinets, DGS, services juridiques
<b>Objectifs et contenu de la formation</b>	Après le renouvellement des organes délibérants, connaître les droit et obligations des élus : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les indemnités de fonction</li> <li>- Le droit à la formation</li> <li>- Les droits de l'opposition (information, prise de parole, amendement, groupes)</li> <li>- Comment appréhender la fin de mandat (retour vers l'emploi, retraite)</li> <li>- Les obligations déclaratives (déclarations de patrimoine &amp; d'intérêt)</li> <li>- Les règles déontologiques (charte de l'élu local, prévention des conflits d'intérêts et des autres risques personnels)</li> </ul>
<b>Durée</b>	4 heures

<b>Thématique</b>	<b>Institutionnel</b>
<b>Intitulé</b>	<b>Rédiger le règlement intérieur</b>
<b>Public concerné</b>	Elus, cabinets, DGS, services juridiques
<b>Objectifs et contenu de la formation</b>	<p>Après le renouvellement des organes délibérants, maîtriser les règles relatives à la confection du règlement intérieur de l'organe délibérant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- N'omettre aucun sujet obligatoire</li> <li>- Sécuriser les tribunes libres au sein du magazine d'information générale</li> <li>- Trouver l'équilibre entre l'efficacité et la préservation des droits de l'opposition</li> <li>- Connaître et utiliser de façon sécurisée les mécanismes d'incitation à l'assiduité</li> <li>- Règles relatives à la création et à la composition des commissions</li> <li>- Identifier les avantages dont peuvent bénéficier les groupes politiques</li> <li>- Adopter une rédaction claire et sécurisante en cas de contentieux</li> </ul>
<b>Durée</b>	3 heures

<b>Thématique</b>	<b>Institutionnel</b>
<b>Intitulé</b>	<b>Syndicats mixtes à l'issue des renouvellements électoraux : quelles évolutions à envisager sur la gouvernance et les modalités d'exercice des compétences ?</b>
<b>Public concerné</b>	Elus, cabinets, DGS, services juridiques
<b>Objectifs et contenu de la formation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Identifier les possibilités juridiques en termes de représentativité des adhérents : mise en place de collèges, règles en cas de compétences à la carte, règles en matière d'incompatibilité...</li> <li>- Appréhender les évolutions législatives les plus récentes en matière de fonctionnement institutionnel (règles en matière de réunion en visioconférence, information des élus des adhérents non membres du comité syndical...)</li> <li>- Identifier les possibilités et les contraintes en termes de transfert de compétences : quel découpage de la compétence possible, quelle distinction transfert/délégation</li> </ul>
<b>Durée</b>	4 heures

<b>Thématique</b>	<b>Associations</b>
<b>Intitulé</b>	<b>La sécurisation des relations entre personnes publiques et associations</b>
<b>Public concerné</b>	Services juridiques, services en charge de l'économie sociale et solidaire, services opérationnels directement concernés par la vie associative (sport, tourisme, culture, social, etc.)
<b>Objectifs et contenu de la formation</b>	<p>Identifier et prévenir les risques induits par les relations avec les associations :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Exposé des avantages et inconvénients du recours aux associations d'intérêt local</li> <li>- Définition de l'association para-administrative et transparente</li> <li>- Exposé des risques juridiques induits par le subventionnement (de toute association, d'une association para-administrative et d'une association transparente)</li> <li>- Exposé des mesures de prévention des risques</li> </ul>
<b>Durée</b>	3 heures

<b>Thématique</b>	<b>Transparence de la vie publique</b>
<b>Intitulé</b>	<b>La prévention des atteintes à la probité</b> (en partenariat avec le cabinet Sia Avocats)
<b>Public concerné</b>	Elus, cabinets, direction générale, services juridiques
<b>Objectifs et contenu de la formation</b>	<p>Connaître et appréhender le cadre juridique des conflits d'intérêts et de la représentation d'intérêts pour savoir identifier et prévenir les risques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Définition du conflit d'intérêts et des délits de probité</li> <li>- Exposé du cadre juridique de la représentation d'intérêts</li> <li>- Exposé des obligations déclaratives et des conséquences attachées</li> <li>- Exposé de la protection des lanceurs d'alerte</li> <li>- Illustrations (avis de la HATVP &amp; exemples jurisprudentiels), mises en situation pratiques</li> </ul>
<b>Durée</b>	4 heures à une journée

A blurred background image showing several people in business attire sitting around a table, engaged in a meeting or discussion. The focus is on their hands and arms, with the faces and upper bodies out of focus. The overall tone is professional and collaborative.

*Economie  
publique*

<b>Thématique</b>	<b>Droit de la donnée</b>
<b>Intitulé</b>	<b>La gestion des données publiques par les personnes publiques locales</b>
<b>Public concerné</b>	Services juridiques, services en charge du numérique
<b>Objectifs et contenu de la formation</b>	<p>Maitriser les fondamentaux de la protection des données personnelles</p> <p>Connaître l'état du droit de l'open data</p> <p>Connaître les obligations pesant sur les opérateurs titulaires d'un contrat de la commande publique</p> <p>Savoir identifier les risques juridiques dans la gestion de la donnée publique</p> <p>Savoir faire une application concrète à la gestion des services publics locaux</p>
<b>Durée</b>	4 heures

<b>Thématique</b>	<b>Finances locales et fiscalité</b>
<b>Intitulé</b>	<b>Les accords de reversement de fiscalité dans le cadre des zones d'activité communautaire</b>
<b>Public concerné</b>	Services juridiques et services financiers
<b>Objectifs et contenu de la formation</b>	<p>Rappeler les principes applicables en matière de reversement de taxe d'aménagement et de taxe foncière sur les ZAE</p> <p>Présenter les points de vigilance dans la rédaction de clauses de l'accord pour limiter les conflits d'interprétation avec retours d'expérience</p> <p>Appréhender les modalités d'articulation des accords de reversement avec le Pacte financier et fiscal</p>
<b>Durée</b>	2 heures

<b>Thématique</b>	<b>Finances locales et fiscalité</b>
<b>Intitulé</b>	<b>Financements croisés entre personnes publiques locales</b>
<b>Public concerné</b>	Services juridiques et services financiers
<b>Objectifs et contenu de la formation</b>	<p>Identifier les différents flux financiers possibles entre communes et intercommunalités : attribution de compensation, fonds de concours, dotation de solidarité communautaire et connaître les conditions et limites à leur instauration</p> <p>Appréhender l'organisation des soutiens financiers des départements et régions aux autres collectivités et à leurs groupements en l'absence de clause de compétence générale et les différentes notions applicables : chef de filât, participation minimale du maître d'ouvrage...</p>
<b>Durée</b>	4 heures

<b>Thématique</b>	<b>Finances locales et fiscalité</b>
<b>Intitulé</b>	<b>Les modalités de fixation de l'attribution de compensation dans les EPCI à fiscalité professionnelle unique : apports doctrinaux et jurisprudentiels</b>
<b>Public concerné</b>	Services juridiques et services financiers
<b>Objectifs et contenu de la formation</b>	<p>Rappeler les termes des dispositions législatives applicables, parfois en décalage avec la pratique</p> <p>Identifier les différentes hypothèses d'évolution de l'attribution de compensation</p> <p>Identifier les différents points de vigilance dans la procédure applicable (composition et rôle de la CLECT notamment) et la détermination du montant d'attribution de compensation</p>
<b>Durée</b>	4 heures

<b>Thématique</b>	<b>Développement économique</b>
<b>Intitulé</b>	<b>Actualité des interventions des intercommunalités en matière de développement économique</b>
<b>Public concerné</b>	Services juridiques – services développement économique
<b>Objectifs et contenu de la formation</b>	<p>Présentation des différentes composantes de la compétence développement économique</p> <p>Actions de développement économique : quel contenu et quelle actualité juridique en matière d'aides publiques ?</p> <p>Les zones d'activité économique : identification des interventions rattachées (actualité jurisprudentielle), enjeux financiers et fonciers</p> <p>Le tourisme : quelle répartition commune/intercommunalité et quel financement ?</p>
<b>Durée</b>	4 heures
<b>Thématique</b>	<b>Contrats et commande publique</b>

<b>Intitulé</b>	<b>L'achat groupé dans la commande publique</b>
<b>Public concerné</b>	Services juridiques et services achat
<b>Objectifs et contenu de la formation</b>	<p>Identifier les différents outils d'achat groupé, leur formalisme de création, leurs différences : groupement de commandes, groupement d'autorités concédantes, centrale d'achat</p> <p>Présenter les points de vigilance dans le recours à ces outils, présentation de REX</p> <p>Présenter les spécificités de l'achat groupé au sein des intercommunalités</p>
<b>Durée</b>	3 heures

<b>Thématique</b>	<b>Contrats et commande publique</b>
<b>Intitulé</b>	<b>La coopération conventionnelle en droit de l'intercommunalité</b>
<b>Public concerné</b>	Services juridiques et services achat
<b>Objectifs et contenu de la formation</b>	<p>Identifier les différents outils conventionnels disponibles pour qu'une collectivité ou une intercommunalité puisse intervenir sur un domaine ne relevant pas de sa compétence</p> <p>Présentation des différents outils, de leur objet, leurs conditions de mise en œuvre et leur formalisme : délégation de compétence, convention de gestion, coopération public/public, entente, mandat de maîtrise d'ouvrage et transfert de maîtrise d'ouvrage</p>
<b>Durée</b>	3 heures

<b>Thématique</b>	<b>Contrats et commande publique</b>
<b>Intitulé</b>	<b>Le choix du mode de gestion</b>
<b>Public concerné</b>	Services juridiques, services achat et services opérationnels
<b>Objectifs et contenu de la formation</b>	<p>Connaitre les critères juridiques, techniques et financiers qui sont déterminants pour décider de l'externalisation de la gestion d'un service public</p> <p>Identifier les avantages, inconvénients et implications d'une gestion externalisée d'un service public</p> <p>Connaitre les différents schémas contractuels mobilisables pour externaliser la gestion d'un service public</p> <p>Connaitre les formalités préalables avant tout recours à une délégation de service public</p>
<b>Durée</b>	2 heures

<b>Thématique</b>	<b>Contrats et commande publique</b>
<b>Intitulé</b>	<b>Le contrôle du délégataire</b>
<b>Public concerné</b>	Services juridiques et services opérationnels
<b>Objectifs et contenu de la formation</b>	<p>Connaître les obligations juridiques et les responsabilités pesant sur une autorité concédante en matière de contrôle de son délégataire</p> <p>Identifier les différents outils permettant un contrôle effectif du délégataire</p> <p>Identifier les clauses à insérer dans le contrat</p> <p>Permettre la mise en œuvre efficiente du contrôle</p>
<b>Durée</b>	2 heures

<b>Thématique</b>	<b>Contrats et commande publique</b>
<b>Intitulé</b>	<b>L'estimation du besoin par l'acheteur public : seuils de publicité et de procédure</b>
<b>Public concerné</b>	Services de la commande publique et services juridiques
<b>Objectifs et contenu de la formation</b>	<p>Savoir estimer la valeur du besoin : quelle procédure induite ? Quels risques associés à une mauvaise estimation du besoin ?</p> <p>Connaître les nouveaux seuils de procédure applicables à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2026 et se les approprier</p> <p>Maîtriser les règles de computation des seuils : allotissement, contrats mixtes</p> <p>Focus sur le « saucissonnage »</p>
<b>Durée</b>	2 heures



*Gestion des  
services publics*

<b>Thématique</b>	<b>Mobilités</b>
<b>Intitulé</b>	<b>Les compétences de l'AOM : champ d'intervention et mise en œuvre</b>
<b>Public concerné</b>	Elus en charge de la mobilité, services juridiques et des transports
<b>Objectifs et contenu de la formation</b>	<p>Connaître le champ de compétence de l'AOM et l'appréhender opérationnellement</p> <p>Identifier et comprendre le rôle des acteurs en présence (syndicats mixte, AOM régionale, opérateurs de transport)</p> <p>Appréhender les outils de mise en œuvre de la compétence : contrats publics, création d'une régie de transport, délégation de compétence, etc.</p>
<b>Durée</b>	4 heures

<b>Thématique</b>	<b>Mobilités</b>
<b>Intitulé</b>	<b>Données de mobilité et services numériques multimodaux (SNM)</b>
<b>Public concerné</b>	Services transports & mobilités, services en charge du numérique
<b>Objectifs et contenu de la formation</b>	<p>Connaître l'état du droit, sécuriser le traitement des données personnelles de transport et connaître les obligations des AOM en matière de SNM.</p> <p>Exposé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Des principes fondamentaux de l'open data et de la protection des données personnelles</li> <li>- Des obligations pesant sur les opérateurs titulaires de contrats de la commande publique</li> <li>- Du cadre spécifique du code des transports concernant les données de mobilité</li> <li>- De la consistance et du régime des SNM, du rôle des autorités organisatrices et de la régulation du secteur par l'ART</li> </ul>
<b>Durée</b>	3 heures

<b>Thématique</b>	<b>Mobilités</b>
<b>Intitulé</b>	<b>Le financement de la mobilité et des transports</b>
<b>Public concerné</b>	Elus en charge de la mobilité, services juridiques et des transport
<b>Objectifs et contenu de la formation</b>	<p>Panorama des sources et leviers de financement (versement mobilité, forfait mobilités durables, allocations covoiturage, « péage urbain », taxes TICPE, financement des infrastructures)</p> <p>Focus sur le versement mobilité</p> <p>Affectation des ressources, création de budgets annexes</p> <p>Possibilités de cofinancement et lien avec d'autres compétences (voirie, stationnement)</p>
<b>Durée</b>	4 heures

<b>Thématique</b>	<b>Mobilités</b>
<b>Intitulé</b>	<b>Les services express régionaux métropolitains : état des lieux et perspectives</b>
<b>Public concerné</b>	Elus en charge de la mobilité, directions générales, services juridiques, de la commande publique et des transport
<b>Objectifs et contenu de la formation</b>	<p>Connaître les prérequis pour obtenir le label SERM</p> <p>Comprendre l'organisation institutionnelle pour le déploiement d'un SERM</p> <p>Comprendre l'intérêt du label SERM pour l'organisation et la coordination des services de transport et de mobilité</p> <p>Comprendre le rôle que peut jouer la SGP</p> <p>Connaître les modalités de financement d'un SERM</p>
<b>Durée</b>	3 heures

<b>Thématique</b>	<b>Mobilités</b>
<b>Intitulé</b>	<b>Les voiries publiques : quels intervenants et quelles responsabilités ?</b>
<b>Public concerné</b>	Services juridiques et services techniques
<b>Objectifs et contenu de la formation</b>	<p>Identifier les différentes personnes publiques susceptibles d'intervenir (Etat, collectivités, groupements), le fondement juridique de leurs interventions (compétence voirie, mobilité, pouvoir de police) et les responsabilités afférentes</p> <p>Rappel de la définition du domaine public de la voirie et de ses accessoires (trottoirs, éclairage, pluvial...) et incidences sur la répartition des compétences</p> <p>Identification des dispositifs d'exercice conjoints ou de répartition de la compétence (transferts de gestion, de propriété, superpositions d'affectation, mandat / transfert de maîtrise d'ouvrage)</p> <p>Panorama jurisprudentiel sur la répartition des responsabilités</p>
<b>Durée</b>	3 heures

<b>Thématique</b>	<b>Mutualisation pour la gestion des services publics</b>
<b>Intitulé</b>	<b>Les outils de mutualisation RH pour une coopération intercommunale dans la gestion des services publics locaux</b>
<b>Public concerné</b>	Services juridiques et services RH
<b>Objectifs et contenu de la formation</b>	<p>Identification des différents outils de mutualisation : mise à disposition de service, services communs, services unifiés, pour pouvoir déterminer, en fonction de l'objet de la mutualisation et les personnes publiques en présence</p> <p>Présentation de chacun des outils : formalisme, mode de financement</p> <p>Points de vigilance dans la rédaction des actes afférents</p> <p>Point d'actualité jurisprudentiel</p>
<b>Durée</b>	3 heures

<b>Thématique</b>	<b>Eau et assainissement</b>
<b>Intitulé</b>	<b>Quelles modalités d'exercice des compétences eau et assainissement après la fin du transfert obligatoire ?</b>
<b>Public concerné</b>	Services juridiques – services environnement
<b>Objectifs et contenu de la formation</b>	<p>Présentation du contenu des compétences avec les évolutions législatives récentes sur les obligations de l'autorité organisatrice de l'eau</p> <p>Transfert, délégation de compétence : quelles différences, quelles marges de manœuvre ?</p> <p>Quelle place pour les syndicats intercommunaux</p> <p>Focus sur la régie, autonome ou personnalisée</p> <p>Présentation des modalités de financement par la personne publique du service en dépit de sa nature industrielle et commerciale</p>
<b>Durée</b>	4 heures

<b>Thématique</b>	<b>Laïcité</b>
<b>Intitulé</b>	<b>L'application du principe de laïcité au sein des services publics locaux</b>
<b>Public concerné</b>	Direction générale et/ou ensemble des services de la collectivité
<b>Objectifs et contenu de la formation</b>	<p>Notions fondamentales</p> <p>Droits, libertés, devoirs des agents publics et des élus</p> <p>Mise en œuvre au sein de la collectivité (tenues vestimentaires, aménagements horaires, autorisation des service, aménagement d'espaces réservés à la prière, protection des agents, etc.)</p> <p>Mise en œuvre du principe de laïcité dans l'action publique locale (les usagers &amp; collaborateurs occasionnels, pratiques de subventionnement, financement des lieux de culte, menus des cantines, etc.)</p> <p>Outils à disposition des collectivités locales (conventions d'objectifs, contrat d'engagement républicain, chartes de laïcité, etc.)</p>
<b>Durée</b>	4 heures

<b>Thématique</b>	<b>Laïcité</b>
<b>Intitulé</b>	<b>Laïcité et gestion des équipements sportifs et services des sports</b>
<b>Public concerné</b>	Services des sports
<b>Objectifs et contenu de la formation</b>	<p>Notions fondamentales</p> <p>Droits, libertés, devoirs des agents publics et élus</p> <p>Mise en œuvre des actions sportives au regard du principe de laïcité (relations avec les clubs sportifs, les usagers, mise à disposition et réglementation des équipements publics, déroulement des compétitions/manifestations sportives)</p> <p>Outils à disposition des collectivités locales (conventions d'objectifs, contrat d'engagement républicain, chartes de laïcité)</p>
<b>Durée</b>	4 heures

A photograph of a construction site under a blue sky with light clouds. In the foreground, a large white tower crane with a long horizontal jib extends across the upper half of the frame. To the left, another yellow tower crane is visible. In the background, several multi-story buildings are under construction, with their concrete frames and some scaffolding visible. The overall scene depicts an active urban development project.

*Urbanisme, aménagement et  
environnement*

<b>Thématique</b>	<b>Urbanisme</b>
<b>Intitulé</b>	<b>L'actualité du droit de l'urbanisme</b>
<b>Public concerné</b>	Services juridiques, services instructeurs, élus
<b>Objectifs et contenu de la formation</b>	Analyse de la jurisprudence rendue au cours de l'année écoulée par thématique afin de sécuriser la délivrance des autorisations d'urbanisme et les procédures d'élaboration et de révision des documents d'urbanisme
<b>Durée</b>	3 heures (la durée peut être adaptée)

<b>Thématique</b>	<b>Urbanisme</b>
<b>Intitulé</b>	<b>L'usage des dérogations au PLU</b>
<b>Public concerné</b>	Services juridiques, services instructeurs, élus
<b>Objectifs et contenu de la formation</b>	Présentation des dérogations prévues par le code de l'urbanisme Identification des conditions de forme et de fond Précisions sur la marge de manœuvre du service instructeur face à une demande de dérogation Rappel de la jurisprudence rendue sur le sujet Prise en compte des modifications issues de la loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement
<b>Durée</b>	2 heures

<b>Thématique</b>	<b>Urbanisme</b>
<b>Intitulé</b>	<b>Lutter contre les constructions irrégulières</b>
<b>Public concerné</b>	Services juridiques, services instructeurs, élus
<b>Objectifs et contenu de la formation</b>	<p>Présentation des différentes procédures (pénale, civile et astreinte administrative)</p> <p>Articulation de la procédure d'astreinte administrative (art. L. 481-1 CUrb.) avec les autres procédures</p> <p>Prise en compte des modifications issues de la loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement</p> <p>Actualité jurisprudentielle et législative</p>
<b>Durée</b>	2 heures

<b>Thématique</b>	<b>Urbanisme et aménagement</b>
<b>Intitulé</b>	<b>La loi n° 2025-1129 du 26 novembre 2025 de simplification du droit de l'urbanisme et du logement</b>
<b>Public concerné</b>	Services juridiques, services instructeurs, élus
<b>Objectifs et contenu de la formation</b>	Analyse par thématique (documents d'urbanisme, autorisations d'urbanisme, aménagement, contentieux) de la loi afin d'appréhender ses incidences sur la pratique
<b>Durée</b>	2 heures

<b>Thématique</b>	<b>Installations classées</b>
<b>Intitulé</b>	<b>Actualité textuelle et jurisprudentielle récente en matière d'installations classées</b>
<b>Public concerné</b>	Services juridiques et services environnement
<b>Objectifs et contenu de la formation</b>	<p>Présenter les derniers texte et décisions de justice et leurs apports en matière d'installations classées</p> <p>Rappels sur l'évolution de la procédure en matière d'autorisation environnementale</p> <p>Actualité jurisprudentielle (constitution et instruction du dossier, contenu de l'arrêté d'autorisation et vie de l'installation),</p> <p>Focus sur les dérogations espèces protégées</p>
<b>Durée</b>	3 heures

<b>Thématique</b>	<b>Police administrative et responsabilité</b>
<b>Intitulé</b>	<b>Police de la publicité extérieure : quelles règles applicables</b>
<b>Public concerné</b>	Services juridiques et techniques
<b>Objectifs et contenu de la formation</b>	<p>Distinction entre le pouvoir de police administrative et la compétence en matière d'affichage publicitaire</p> <p>Le transfert du pouvoir de police au président d'intercommunalité</p> <p>La réglementation de la publicité extérieure (réglementation nationale &amp; règlements locaux de publicité)</p> <p>Rôle &amp; responsabilité de l'autorité de police</p> <p>Sanctions applicables</p> <p>Focus sur les publicités lumineuses</p>
<b>Durée</b>	4 heures

# Nos modalités de formation



## Des formations en présentiel ou à distance

L'ensemble de nos formations peut se dérouler en présentiel ou à distance, permettant une flexibilité et une accessibilité à tous.



## Des formations interactives

Nos formations comprennent des périodes d'échanges, de questions-réponses, et d'évaluations.



## Des formations sur mesure

Chaque formation donne lieu à des échanges préalables à sa mise en œuvre.  
Nous proposons des formations adaptées aux besoins et aux attentes des participants.



## Un accompagnement et un suivi complet

Chaque participant à la formation reçoit une copie du support de formation, voire une mallette pédagogique.

Pour tous renseignements, définition de votre projet, demande de devis, contactez-nous par mail

à l'adresse [contact@urso-avocats.fr](mailto:contact@urso-avocats.fr) ou par téléphone au **01 83 81 41 05**.